

# Démocrates

LE JOURNAL DU MOUVEMENT DÉMOCRATE



« ALLER DE L'AVANT »  
 LETTRE AUX ADHERENTS p.2

UR2009 P.8

SOMMAIRE

**Université  
de rentrée 2009**  
 DU VENDREDI 4 SEPTEMBRE  
 AU DIMANCHE 6 SEPTEMBRE  
 à La Grande Motte (34)



- **EUROPE** p.4  
Les priorités de nos élus

---

- **PARLEMENT** p.5  
Loi Estrosi, Mayotte, Hôpital...

---

- **PARTIS PRIS** p.6  
Grand emprunt, Quotas laitiers,  
Loi Hadopi, Taxe carbone...

---

- **VIE DU MOUVEMENT** p.8  
La session de l'IFED

## SUPPLÉMENTS :

- Bulletin d'inscription Université de rentrée
- Bulletin d'adhésion 2009



## « ALLER DE L'AVANT »

*Chère amie, Cher ami,*

**D**epuis près d'un mois, vous avez été invité à participer, au sein de vos instances départementales, à la réflexion sur les leçons à tirer du résultat décevant des élections européennes, ainsi qu'aux propositions à formuler pour renforcer les fondations de notre mouvement, améliorer ce qui doit l'être et inventer les formes d'engagement politique de demain.

Le Conseil national de samedi dernier a conclu cette réflexion, marquée par plus de 150 contributions de mouvements départementaux, régionaux, de groupes d'adhérents ou de réflexions individuelles.

Nous avons eu un débat de quatre heures, riche, dense et très ouvert, au cours duquel chacun a pu s'exprimer librement aussi bien sur le bilan des élections européennes que sur l'avenir de notre Mouvement.

Devant les membres du Conseil national, j'ai analysé, en prenant mes responsabilités, les causes de ce revers. La principale de ces causes a été de vivre cette campagne dans une ambiance de polémique excessive, portée paradoxalement par le succès du livre « Abus de pouvoir », renforcée par les attaques dont nous avons été quotidiennement l'objet, et qui a débouché sur l'altercation avec D. Cohn-Bendit sur France 2. J'ai acquis, en réfléchissant, la conviction que les Français veulent que nous défendions sans concessions nos idées et nos valeurs, mais ils veulent nous voir autant que possible

au-dessus de la mêlée, et le moins possible dans la mêlée.

Voilà pour l'analyse. **Mais dans notre vie à tous, les échecs ne sont pas définitifs. Les coups durs peuvent même être utiles, et devenir des raisons d'espérer si on sait en tirer les leçons. Il faut donc aller de l'avant.** C'est ce que nous avons décidé de faire.

Au nombre des raisons d'espérer, il y a l'équipe de députés européens\* qui, au sein du groupe ADLE du Parlement européen, troisième groupe du Parlement avec 84 élus, a déjà joué un rôle déterminant en promouvant la candidature à sa présidence de Guy Verhofstadt, Premier ministre de Belgique de 1999 à 2008. Grâce à lui et grâce à l'importance du groupe, notre voix va être entendue et respectée au sein de l'Assemblée qui représente les peuples d'Europe.

**En regardant l'avenir, nous avons distingué deux questions. La question de notre organisation, et la question de notre identité de mouvement politique.**

Des analyses concordantes ont insisté sur l'élargissement de notre équipe, sur la nécessaire collégialité, sur de meilleures conditions d'organisation. Le Conseil a pris un certain nombre de décisions que j'ai souhaité vous présenter aujourd'hui. Il s'agit de décisions relatives au fonctionnement interne du Mouvement Démocrate, à sa visibilité à l'extérieur ainsi qu'à notre projet.

### AMÉLIORER NOTRE FONCTIONNEMENT INTERNE

Pour ce qui est du fonctionnement interne du Mouvement, et après que nous ayons lu et fait la synthèse des dizaines de contributions que nous avons reçues, le Conseil national a décidé :

■ **l'élargissement du Bureau exécutif du Mouvement**, avec la nomination de responsables de terrain élus et non élus, ainsi que de représentants des présidences départementales, ce qui permettra davantage de collégialité et de renouvellement au sein de cette instance exécutive ;

\* **Marielle de SARNEZ** (Ile-de-France), **Corinne LEPAGE** (Nord-Ouest),  
**Nathalie GRIESBECK** (à qui **Jean-François KAHN** a cédé son mandat) (Grand Est),  
**Jean-Luc BENNAHMIA** (Sud-Est), **Robert ROCHEFORT** (Sud-Ouest), **Sylvie GOULARD** (Grand Ouest).

- **la création d'un groupe d'adhérents auprès du Bureau exécutif** destiné à contribuer au règlement des questions d'organisation interne. Cela concerne l'accueil, les réponses aux mails, la répartition des cotisations entre le Mouvement national et les mouvements départementaux etc...
- **la création, sous la responsabilité de Gilles Artigues, d'un groupe de médiateurs nationaux** à disposition des mouvements départementaux, afin d'apaiser des situations de tension et de résoudre tous les conflits locaux qui découragent les adhérents ;
- **la publication de l'ordre du jour du Bureau exécutif et de son relevé de décisions ;**

De plus, durant l'été et en complément des contributions déjà reçues, nous lancerons **une grande consultation des adhérents** destinée à mieux cerner le mode d'engagement qui est le leur, leurs attentes et leurs aspirations au sein du Mouvement Démocrate.

Je souhaite enfin la constitution d'un **groupe de travail chargé de repérer les compétences** qui composent notre Mouvement ainsi que leur mise en réseau, afin d'utiliser au mieux le formidable potentiel et l'impressionnante richesse que constituent nos adhérents ;

## MONTRER AUX FRANÇAIS UNE ÉQUIPE

Afin de montrer aux Français la réalité d'une équipe, de nouveaux visages et un renouvellement de nos responsables :

- **la création d'une équipe de secrétaires nationaux thématiques** ayant chacun la responsabilité d'une commission nationale ;
- **la mise en place d'un groupe de travail permanent sur la stratégie de communication ;**
- **la mise en place d'un groupe de coordination des stratégies numériques,** afin de rationaliser notre présence sur la toile et d'accroître notre visibilité.

De même, le Conseil national a souhaité ouvrir **une réflexion sur les modalités d'une implication plus directe des adhérents à la désignation de nos candidats aux élections régionales,** et sur la possibilité d'y associer les sympathisants et la société civile. Cette réflexion se déroulera durant l'été, et des propositions seront faites à l'occasion de notre Université de rentrée des 4, 5 et 6 septembre, à laquelle je vous invite vivement à participer.

## TRAVAILLER SUR LE FOND

Mais le plus important, c'est le fond. Il nous est apparu qu'existe un grand besoin de clarification et de définition de nos valeurs et de notre projet communs. Trop souvent (il suffisait de lire les programmes de tous les partis pour les élections européennes), les mots utilisés sont les mêmes, les lignes politiques changent au gré des événements, notamment en période de crise, les positions des uns et des autres sont illisibles.

Nous devons proposer une nouvelle lecture de l'avenir, un projet pour notre pays et tous ceux qui partagent nos valeurs.

C'est pourquoi **le Conseil national a décidé d'organiser, à l'automne, probablement vers la fin du mois de novembre, un Congrès programmatique consacré au travail de fond,** à la réflexion sur les valeurs qui nous rassemblent et les convictions qui fondent notre engagement. Ce Congrès fera naturellement une grande place à notre projet pour les élections régionales, qui auront lieu quelques mois après.

Voilà l'essentiel des décisions prises samedi. Je mesure quelle a été votre déception au soir du 7 juin dernier. Nous avons tiré les leçons de cet épisode. J'ai retenu la nécessité de voir émerger une équipe, de nouveaux visages, de nouveaux talents. Cette équipe, nous l'avons. Il nous appartient désormais de la faire connaître à nos concitoyens. J'ai retenu également le besoin de clarifier notre projet et d'écrire, simplement, ce qui nous rassemble et ce à quoi nous croyons.

Je tiens enfin à vous remercier pour la mobilisation et l'engagement qui ont été les vôtres durant cette campagne électorale. Même si elle fut difficile et que les résultats n'ont pas été à la hauteur de nos espérances, je sais quels ont été le dévouement et l'enthousiasme de beaucoup d'entre vous sur le terrain. Ce dévouement, cet enthousiasme et cette exigence m'obligent, comme ils obligent toute l'équipe qui m'entoure. Ils sont ce que nous avons de plus précieux, et notre meilleure raison d'entreprendre pour l'avenir.

Soyez assuré(e), chère amie, cher ami, de ma fidèle amitié.



François BAYROU

**Guy VERHOFSTADT, Président du groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE)**

**S**eul candidat et élu par acclamation par les 84 membres du groupe, le mardi 30 juin, l'ancien Premier ministre belge Guy VERHOFSTADT, est une figure marquante de la vie politique européenne. François BAYROU avait pro-

posé cette personnalité pendant la campagne comme candidat à la présidence de la Commission européenne en remplacement de José Manuel Barroso. La reconduction de ce dernier est au cœur des débats européens en ce début de législature. M. VERHOFSTADT s'est engagé devant les 10 élus démocrates du groupe, au cours d'un échange de vue préalable à son élection, à ne pas

céder au coup de force du Conseil européen qui voudrait obliger le Parlement européen à se prononcer dès le 15 juillet sur cette nomination. M. VERHOFSTADT a aussi souscrit à un des principaux axes de la campagne du Parti Démocrate Européen : le lancement d'un grand emprunt visant à financer un plan de relance européen. ■

**Les priorités de la délégation MoDem au sein du groupe ADLE**

Marielle de Sarnez nous parle des priorités des parlementaires européens de la délégation du Mouvement Démocrate : « la crise doit nous permettre de passer à un nouveau modèle de développement plus durable et plus juste. Selon nous, ce nouveau modèle doit être fondé sur la solidarité entre les générations : solidarité écologique, renonciation aux dettes improductives, développement d'autres formes de production et de consommation et usage le plus sobre possible des ressources collectives. C'est ce à quoi nous nous attellerons lors de la législature qui s'ouvre, au sein de notre groupe, désormais présidé par Guy Verhofstadt. » ■

**■ Marielle de SARNEZ****Membre des commissions :**

- Commerce international
- Affaires étrangères

« Il est temps de prendre la mesure de la crise en mettant sur la table un plan de relance européen pour soutenir les PME, accompagner ceux qui sont les plus frappés par la crise et préparer l'avenir en investissant dans une croissance durable. »

**■ Nathalie GRIESBECK****Membre des commissions :**

- Libertés civiles, justice, affaires intérieures
- Transports et tourisme

« Il faut impérativement recréer d'urgence le tissu social, respecter authentiquement nos différences comme autant de richesses, recréer du lien pour parvenir à une véritable solidarité active, positive. »

**■ Jean-Luc BENNAHMIAS****Membre des commissions :**

- Emploi et affaires sociales
- Développement régional

« Il s'agit maintenant d'élaborer l'après-Kyoto : cela passe par l'obtention d'un accord ambitieux lors du sommet de Copenhague en décembre prochain. Sur ce sujet prioritaire, le Parlement européen se doit d'être un élément incontournable. »

**■ Corinne LEPAGE****Membre des commissions :**

- Environnement, santé publique et sécurité alimentaire
- Industrie, recherche et énergie

« Je souhaite vivement une relance verte de l'économie européenne, ce qui implique un travail autour de la réindustrialisation de l'Europe à travers les produits et technologies de l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la chimie verte, le transport propre... »

**■ Sylvie GOULARD****Membre des commissions :**

- Affaires économiques et monétaires
- Agriculture et développement rural

« C'est en travaillant sur des sujets de fond, comme la sortie de crise, le développement durable, une bonne réforme de la Politique agricole commune (PAC) que nous consoliderons la crédibilité de l'Union européenne dans l'esprit de nos concitoyens. »

**■ Robert ROCHEFORT****Membre des commissions :**

- Marché intérieur, protection des consommateurs
- Culture et éducation

« L'Europe n'est pas éloignée des préoccupations de la vie quotidienne. Elle joue un rôle croissant dans la protection du consommateur. Même si cela n'est pas toujours compris, même s'il lui faut apprendre à écouter avant d'autoriser ou d'interdire, c'est bien l'un de ses pouvoirs essentiels. »



## Hôpital : où en est-on ?

**L**e Sénat a examiné du 12 mai au 5 juin le projet de loi hôpital. Suivant la nouvelle procédure parlementaire, le travail de la Commission des Affaires sociales alors présidée par Nicolas ABOUT, sénateur des Yvelines, a profondément modifié le texte issu de l'Assemblée nationale, notamment en améliorant la gouvernance des hôpitaux. Cependant, le débat en séance publique n'a pas été totalement satisfaisant selon Jean-Marie

**VANLERENBERGHE**, sénateur-maire d'Arras pour qui « l'extrême concentration des pouvoirs des Agences Régionales de Santé n'a été que partiellement compensée par les amendements déposés par le groupe Union Centriste. D'autre part, la question de l'accès aux soins ne semble pas résolue, notamment dans les secteurs dépourvus d'une offre concurrentielle entre médecins conventionnés et ceux à honoraires libres. » ■

## Évolution et organisation des collectivités locales



**J**acqueline GOURAULT, sénatrice du Loir-et-Cher est intervenue au Sénat, mardi 30 juin, en tant que co-rapporteur de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités locales.

La vice-présidente du MoDem a insisté sur quelques points essentiels que doit contenir cette réforme à venir parmi les 90 propositions que contient le rapport :

- la nécessité de la réforme afin d'éviter l'enchevêtrement des compétences ;
- l'exigence d'une réforme globale de la fiscalité locale ;
- le règlement et la régulation de la présence de l'État sur le territoire.

Très attachés à la question de la décentralisation, les élus du Mouvement Démocrate prendront toute leur part dans cette réforme des territoires et des collectivités locales. ■

## Départementalisation de Mayotte

**L**a départementalisation de Mayotte entre dans sa phase décisive avec l'examen de la loi organique portant transformation de l'île en département, le 101<sup>ème</sup> de France. Rappelons que lors de la consultation du 29 mars dernier, les électeurs de Mayotte se sont prononcés à

plus de 95 % en ce sens. C'est le couronnement d'un combat initié par l'ancien sénateur Marcel HENRY, relayé par le député Abdoulatifou ALY et soutenu sans faille par les dirigeants de notre famille politique, au premier rang desquels François BAYROU. ■

## Nicolas ABOUT élu président du groupe Union Centriste du Sénat



**N**icolas ABOUT, membre du Mouvement Démocrate depuis 2007 et sénateur des Yvelines a été élu mardi 7 juillet à la tête du groupe Union Centriste du Sénat en remplacement de Michel MERCIER. Les vingt-huit membres du groupe ont participé au vote. Le sénateur ABOUT a été élu au premier tour par 16 voix contre 11.

Médecin de formation, il est élu sénateur des Yvelines le 24 septembre 1995, réélu en 2004, il rejoint le groupe Union Centriste en 2003. Il préside la Commission des Affaires sociales depuis huit ans, fonction qu'il doit abandonner en devenant président de groupe. Il préside également depuis 2004 le Conseil de surveillance de la Caisse nationale des Allocations Familiales. Il tient à préserver l'unité de ce groupe charnière de la Haute Assemblée. Nicolas ABOUT a également une grande pratique d'élu local : après avoir été maire de Montigny-le-Bretonneux, il est actuellement conseiller régional d'Île-de-France. ■

## Report de l'élection de Barroso : la présidence se range au principe de réalité !



**C**ommentant les déclarations du Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt sur le report de la réélection du président de la Commission européenne José Manuel Barroso par le Parlement européen, Marielle de SARNEZ, députée européenne et vice-présidente du Mouvement Démocrate, a déclaré : « En reconnaissant qu'aucune décision ne pourrait être prise en juillet quant à la succession de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne, la présidence suédoise du Conseil de l'UE s'est rangée au principe de réalité. C'est le Parlement qui fixe son agenda, pas les chefs d'Etat et de gouvernement. En outre, comme l'a rappelé cette semaine le groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe et son président Guy VERHOFSTADT, nous ne sommes saisis d'aucune demande formelle concernant l'éventuelle succession de M. Barroso par lui-même. Le jeu est donc toujours ouvert et le Parlement doit profiter de cette période pour fixer ses priorités au moment où il y a une forte attente d'Europe de la part de nos concitoyens pour répondre à la crise et préparer l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique et social, plus sobre, plus juste et plus durable. » ■

## Grand emprunt : et la dette ?

**L**ors du Congrès de Versailles du 22 juin, le président de la République a annoncé dans son « catalogue de mesures » la tenue d'un grand emprunt national d'un montant encore indéterminé, lancé soit auprès des Français soit auprès des marchés financiers. Un emprunt susceptible d'alléger provisoirement le déficit, mais qui creusera d'autant la dette publique, qui pourrait déjà avoisiner 80% du PIB en 2010. La réduction du déficit est un sujet qui est au cœur du projet démocrate. Ainsi, François BAYROU a-t-il exprimé sa perplexité au sortir de l'Hémicycle : « L'annonce

d'un nouvel emprunt a quelque chose de surréaliste, parce que de l'emprunt on en fait tous les jours. On en est à 140 milliards de déficit



annuel annoncé. Où sont les limites dans cette dérive qui semble ne plus avoir de frein ? Quand on parle déficit, il n'y a pas tant de différences entre les bons, les moyens et les mauvais déficits. Au bout du

compte, c'est toujours de la dette qu'il faudra qu'on paye », a-t-il jugé. Afin d'étudier la finalité de cet emprunt, Alain Juppé et Michel Rocard, deux anciens Premiers ministres, ont été nommés à la tête d'un comité de réflexion à la demande de l'Elysée. Cette commission procédera à de larges consultations et formulera avant le 1<sup>er</sup> novembre 2009 des propositions sur le choix des priorités que le gouvernement arrêtera ensuite. Il est vrai qu'une fois l'idée lancée, il faut après coup y réfléchir... A quand une réflexion sur la réduction de la dette ? ■

## Quotas laitiers : le gouvernement sacrifie le tissu agricole français !



**C**omme en politique étrangère, c'est une certaine idée de la France agricole qui disparaît progressivement avec l'abandon des quotas laitiers confirmé par le gouvernement. En effet, le gouvernement a joué « au chat et à la souris » avec les petits producteurs et éleveurs français. Lors de la Convention thématique européenne à Bouin

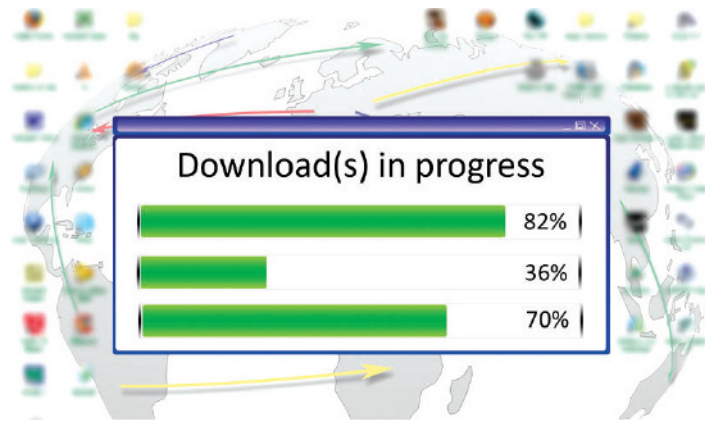
(Vendée) en avril dernier, François BAYROU avait souligné que « quand on parle de politique agricole, on ne doit pas se contenter de parler de production, c'est-à-dire de « marchés », mais poser aussi la question des producteurs, donc de la défense du tissu agricole » avant de se prononcer pour « l'organisation des marchés, et (non) pas l'abandon aux marchés ». Le

président du Mouvement Démocrate soutient ainsi l'idée du maintien des quotas laitiers, à l'échelon européen, et la définition de prix de référence, à l'échelon national, qui a permis depuis des décennies « d'effacer les prix bas » pour les petits producteurs laitiers et de sauvegarder leur exploitation et donc, leur métier.

Nathalie GRIESBECK, députée européenne, a également rappelé que « la délégation MoDem s'était toujours opposée aux mesures de dérégulation. »

Finalement, François BAYROU a estimé que l'annonce par le gouvernement de l'abandon des quotas laitiers en France constituait une « retraite en rase campagne contraire aux engagements répétés pendant la campagne européenne. » ■

## Le Conseil constitutionnel retoque la loi Hadopi



Le mercredi 10 juin, le Conseil constitutionnel a censuré les dispositions les plus contestables de la loi « Création et Internet ». Marielle de SARNEZ s'est félicitée que « les sages du Palais-Royal considèrent que le droit à Internet est un droit fondamental et que ce droit ne peut être restreint qu'après autorisation préalable des autorités judiciaires ». En effet, seule une juridiction, et non une simple autorité administrative, pourra être habilitée à suspendre l'accès à Internet. Cette décision confirme le vote du Parlement européen du 6 mai dernier

que les députés européens du Mouvement Démocrate avaient approuvé.

Jean-Luc BENNAHMIAIS souligne également qu'il est de bon sens que la présomption d'innocence soit respectée, de telle sorte qu'un internaute ne puisse être condamné si, à son insu, son ordinateur a été utilisé pour télécharger illégalement.

Cependant, il reste urgent de mettre en place des dispositifs innovants et équilibrés pour que les artistes puissent vivre correctement de leurs créations. ■

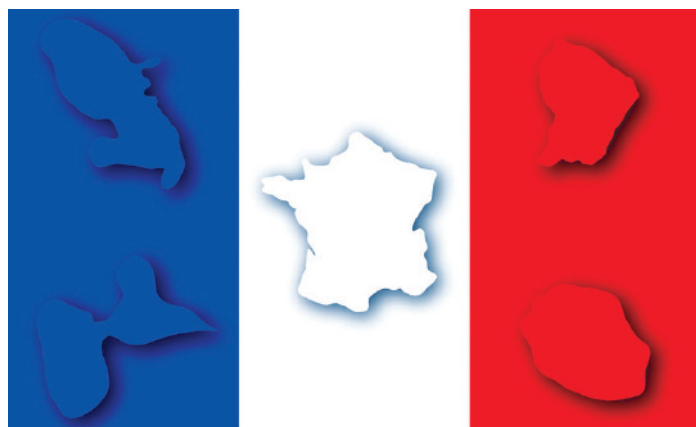
## Conflit ultra-marin : ce que le MoDem propose

Suite à l'annonce le 26 juin dernier d'un référendum en Martinique sur un éventuel statut d'autonomie, le MoDem, à travers son président, a exprimé ses réticences et proposé ses solutions :

« Il faut appliquer à ces régions les principes généraux qui vont être examinés dans le cadre des propositions Balladur : fusion des départements et des régions avec les mêmes élus repré-

sentant à égalité les territoires et les opinions ».

« Nous avons la clef de l'exercice des responsabilités les plus larges par les élus de l'Outre-mer sans avoir besoin de statut dérogatoire et des divisions qui vont avec. Je crains qu'on ne soit reparti pour un long moment de confusion alors qu'on avait besoin au contraire de clarté, de solidarité et de réformes qui touchent réellement à la vie des gens. » ■



## Non au travail le dimanche !

Robert ROCHEFORT, député européen et spécialiste reconnu des questions de consommation et de commerce soutient l'idée que : « Toutes les études démontrent que ce sont les grands commerces des zones périphériques et les chaînes qui seront les bénéficiaires du transfert d'activité et cela au détriment des petits commerçants et de l'activité des centres villes et des quartiers. Or, à tranches de chiffre d'affaires identiques, les grands commerces emploient moins de salariés et en faisant davantage appel au temps partiel que les commerçants indépendants et de centre ville. Par ailleurs, accepter une dérogation de plus conduira forcément à des demandes de dérogations nouvelles dans quelques mois de la part des commerçants d'autres zones qui se sentiront lésés. C'est ainsi que cela se produit depuis des années.



Les Français ont raison d'être hostiles à cette mesure qui accroît la pression marchande et qui banalise le dimanche, journée qu'il est important de réserver à des activités de loisirs, de vie associative ou de rencontres familiales et amicales. Qui peut croire que face à la pression qu'exerce la montée dramatique du chômage, les salariés amenés à travailler le dimanche le fassent sur le principe du volontariat ? » ■

## Université de rentrée 2009

Participez à l'Université de rentrée du Mouvement Démocrate qui se déroulera à la Grande Motte dans l'Hérault (34) sur le site Bélambra VVF les 4, 5 et 6 septembre 2009. (CF bulletin d'inscription joint à ce journal)

Cette Université de rentrée a une double vocation :

- Pour les adhérents et sympathisants, offrir une formation de qualité destinée à leur donner les outils qui les aideront dans les futures campagnes électorales (les valeurs démocrates, élaborer un argumentaire, prise de parole en public, media training...) grâce à la présence de formateurs reconnus.
- Pour le grand public, être force de réflexion et de proposition sur les grands sujets qui font ou qui feront l'actualité (rentrée sociale, situation de l'économie, menaces sur les équi-



bres de la planète, enjeux environnementaux...), en présence de personnalités invitées et des élus du Mouvement. Un temps de réflexion sera également réservé à la préparation des élections régionales du mois de mars prochain (compétences de la Région, problématiques régionales...) ■

## ÉLUS LOCAUX

### Rendez-vous formation à la Grande Motte

La Grande Motte sera le théâtre d'un autre grand rendez-vous en parallèle de l'Université de rentrée du Mouvement Démocrate. Comme l'année passée, l'Institut de Formation des Elus Démocrates (IFED), notre partenaire formation, propose un grand séminaire pour les élus locaux tout au long des trois jours. L'occasion privilégiée pour les élus de toute la France de parfaire leurs connaissances et d'échanger leurs expériences. Au programme : l'analyse financière, le développement durable, le fonctionnement des assemblées, l'intercommunalité, la réalité régionale, sans oublier bien sûr les

problématiques spécifiques des élus ruraux ou encore des élus minoritaires. La sénatrice Jacqueline GOURAULT, présidente de l'Institut de Formation des Elus Démocrates, se réjouit de voir « les élus locaux user de leur droit légitime à la formation pour être encore plus pointus dans l'exercice de leur mandat. Depuis la création de l'IFED, ce sont ainsi plus de 500 élus qui ont eu recours à nos offres de formations. Avec la Fédération des Elus Démocrates qui se réunira également à la Grande Motte, l'IFED constitue un outil précieux à destination de tous nos élus locaux, adhérents comme sympathisants ». Un programme dense attend

donc les élus à la Grande Motte, avec de nombreux ateliers permanents ou ponctuels animés par des formateurs que l'I.F.E.D mobilise parmi les meilleurs spécialistes. « C'est une vraie force pour notre institut. Nous avons un réservoir de talents au service des élus » précise Jean-Luc BENNAHMIA, le vice-président de l'I.F.E.D. « Sur l'année 2008-2009, nous avons délivré des formations partout à travers la France, selon les besoins exprimés. Mais le grand séminaire annuel de formation, proposé au moment de l'Université de rentrée, constitue naturellement un moment privilégié d'échanges. » ■



**RENDEZ-VOUS EST PRIS AVEC L'I.F.E.D. POUR TOUS LES ÉLUS LOCAUX, LES 4,5 ET 6 SEPTEMBRE À LA GRANDE MOTTE.**

Pour tous renseignements complémentaires et inscription spécifique au séminaire des élus : ifedformation@gmail.com

**I.F.E.D : Stéphane THÉROU : 01.53.59.20.34**

**Frédéric PROVOTELLE : 01.53.59.20.70**

**Fax : 01.53.59.20.69**

**Directeur de publication :** Pierre-Emmanuel Portheret - **Rédacteur en chef :** Pauline Caillat

**Collaboration rédaction :** Maud Gatel, Joan Taris, Stéphane Thérou, Fanny Chauvire, Okan Germiyanoğlu, Benjamin Lagues

**Création :** Yoann Royo - **Photo couverture :** Okan Germiyanoğlu - **Photos :** Mouvement Démocrate - Fotolia - Photos non contractuelles

**Impression :** Eser SAS - Numéro commission paritaire en cours d'attribution